Pour aller plus loin :

- **Métromarxisme**, Un conte marxiste de la ville, *Andy Merrifield, éditions entremonde*
- **Habiter contre la métropole, Conseil Nocturne,** *éditions Divergences*

Vidéo sous-titrée français : sub.media/c/trouble

- **Trouble #12 : There goes the neighborhood**
- **Trouble #13 : Defend the block**

GENTRI-FICATION

CHATS NOIRS

Pour aller plus loin :

- **Métromarxisme**, Un conte marxiste de la ville, *Andy Merrifield, éditions entremonde*
- **Habiter contre la métropole, Conseil Nocturne,** *éditions Divergences*

Vidéo sous-titrée français : sub.media/c/trouble

- **Trouble #12 : There goes the neighborhood**
- **Trouble #13 : Defend the block**

GENTRI-FICATION

CHATS NOIRS

Le capitalisme, en tant que système de domination économique international et interconnecté, prend différentes formes à travers le monde. Sous ce système, les grandes villes métropolitaines cherchent à se démarquer comme capitales de production culturelle, de recherche, de développement et de technologies de l'information.

Si le caractère local de l'exploitation et l'aliénation capitaliste diffèrent à chaque coin du monde, ils n'en sont pas moins liés par une logique unifiante qui cherche à forcer la vaste majorité d'entre nous à vouer nos vies au labeur pour le bénéfice d'une minuscule minorité.

De même, la gentrification, en tant que méthode capitaliste de transformation urbaine, se joue différemment selon les villes et les quartiers. Mais, à l'image du système économique duquel elle fait partie, la gentrification tend vers l'homogénéisation, façonnant des quartiers qui finissent par tous se ressembler étrangement, de part et d'autre de la planète.

Le développement de la ville moderne a été et est intimement lié aux intérêts des capitalistes et de la classe gouvernante.

Une financiarisation du secteur immobilier locatif de plus en plus importante a accompagné le changement de mode d'opération du capitalisme : de l'accumulation de capital provenant de la production de marchandise à l'élaboration de canaux financiers. Cet élargissement du capitalisme financier au sein de nouvelles sphères économiques renforce la logique financière dans ces nouveaux secteurs. Le marché de l'immobilier représente une part très importante de l'économie et les propriétés sont gérées de manière à faire augmenter leurs valeurs afin de générer des profits aux investisseurs. Dans une société capitaliste néolibérale, qui progresse toujours davantage vers la dévastation sociale, c'est alors le marché qui dirige les loyers et non les besoins sociaux. La gentrification est un processus constant, solidement ancré dans la logique de la propriété privée et du libre marché.

Le pouvoir étatique est d'autant plus concentré dans les villes où la surveillance et la répression sont omniprésentes et où la logique de contrôle de l'État est sévèrement imbriquée dans nos relations sociales quotidiennes. Cela crée des relais de récupération, un processus par lequel l'État s'adapte constamment pour avaler et assimiler les menaces potentielles à son autorité et sa légitimité. Partout dans le monde, les populations en lutte doivent constamment manoeuvrer en équilibre précaire entre les risques d'expulsion, la légalisation, et les différentes répressions qui les menacent. Pour ce faire, elles doivent simultanément éviter l'isolement social, qui facilite la répression totale, tout en combattant l'État et les promoteurs immobiliers qui tentent de transformer leurs lieux de vie et de capitaliser plus encore dessus.

Face à un aménagement étatique et commercial du territoire, qui tente de briser les liens entre les habitant•es d'un quartier et de s'attaquer à la culture de résistance et de solidarité, il nous faut changer le sens de ces espaces. Pour que les gens puissent vivre dans les villes et y bâtir des communautés orientées sur le social plutôt que sur l'accumulation capitaliste, les populations confrontent l'autorité de l'État et reprennent le contrôle de leurs espaces de vie.

Il nous est nécessaire de réussir à collectiviser les lieux voués à la destruction et à repenser leurs usages, une fois ceux-ci dépossédés de leur fonction et que leurs usager•es ont été expulsé•es. De même, il nous faut nous réapproprier les lieux que le capitalisme nous a spolié et reprendre prise sur nos vies et nos quartiers. Nous devons penser un rapport à l'espace et à ses habitant•es différent, créer des lieux qui ne sont pas que des espaces de vie, mais aussi une façon de vivre ensemble, de prendre soin les un•es des autres. Des espaces où l'on bâtit nos vies quotidiennes en opposition au système en créant des liens sur d'autres bases que les relations capitalistes.

TANT QUE LES GENS CONTINUERONT D'HABITER EN VILLE, CES ENVIRONNEMENTS URBAINS DEMEURERONT DES SITES DE RÉSISTANCE.

Le capitalisme, en tant que système de domination économique international et interconnecté, prend différentes formes à travers le monde. Sous ce système, les grandes villes métropolitaines cherchent à se démarquer comme capitales de production culturelle, de recherche, de développement et de technologies de l'information.

Si le caractère local de l'exploitation et l'aliénation capitaliste diffèrent à chaque coin du monde, ils n'en sont pas moins liés par une logique unifiante qui cherche à forcer la vaste majorité d'entre nous à vouer nos vies au labeur pour le bénéfice d'une minuscule minorité.

De même, la gentrification, en tant que méthode capitaliste de transformation urbaine, se joue différemment selon les villes et les quartiers. Mais, à l'image du système économique duquel elle fait partie, la gentrification tend vers l'homogénéisation, façonnant des quartiers qui finissent par tous se ressembler étrangement, de part et d'autre de la planète.

Le développement de la ville moderne a été et est intimement lié aux intérêts des capitalistes et de la classe gouvernante.

Une financiarisation du secteur immobilier locatif de plus en plus importante a accompagné le changement de mode d'opération du capitalisme : de l'accumulation de capital provenant de la production de marchandise à l'élaboration de canaux financiers. Cet élargissement du capitalisme financier au sein de nouvelles sphères économiques renforce la logique financière dans ces nouveaux secteurs. Le marché de l'immobilier représente une part très importante de l'économie et les propriétés sont gérées de manière à faire augmenter leurs valeurs afin de générer des profits aux investisseurs. Dans une société capitaliste néolibérale, qui progresse toujours davantage vers la dévastation sociale, c'est alors le marché qui dirige les loyers et non les besoins sociaux. La gentrification est un processus constant, solidement ancré dans la logique de la propriété privée et du libre marché.

Le pouvoir étatique est d'autant plus concentré dans les villes où la surveillance et la répression sont omniprésentes et où la logique de contrôle de l'État est sévèrement imbriquée dans nos relations sociales quotidiennes. Cela crée des relais de récupération, un processus par lequel l'État s'adapte constamment pour avaler et assimiler les menaces potentielles à son autorité et sa légitimité. Partout dans le monde, les populations en lutte doivent constamment manoeuvrer en équilibre précaire entre les risques d'expulsion, la légalisation, et les différentes répressions qui les menacent. Pour ce faire, elles doivent simultanément éviter l'isolement social, qui facilite la répression totale, tout en combattant l'État et les promoteurs immobiliers qui tentent de transformer leurs lieux de vie et de capitaliser plus encore dessus.

Face à un aménagement étatique et commercial du territoire, qui tente de briser les liens entre les habitant•es d'un quartier et de s'attaquer à la culture de résistance et de solidarité, il nous faut changer le sens de ces espaces. Pour que les gens puissent vivre dans les villes et y bâtir des communautés orientées sur le social plutôt que sur l'accumulation capitaliste, les populations confrontent l'autorité de l'État et reprennent le contrôle de leurs espaces de vie.

Il nous est nécessaire de réussir à collectiviser les lieux voués à la destruction et à repenser leurs usages, une fois ceux-ci dépossédés de leur fonction et que leurs usager•es ont été expulsé•es. De même, il nous faut nous réapproprier les lieux que le capitalisme nous a spolié et reprendre prise sur nos vies et nos quartiers. Nous devons penser un rapport à l'espace et à ses habitant•es différent, créer des lieux qui ne sont pas que des espaces de vie, mais aussi une façon de vivre ensemble, de prendre soin les un•es des autres. Des espaces où l'on bâtit nos vies quotidiennes en opposition au système en créant des liens sur d'autres bases que les relations capitalistes.

TANT QUE LES GENS CONTINUERONT D'HABITER EN VILLE, CES ENVIRONNEMENTS URBAINS DEMEURERONT DES SITES DE RÉSISTANCE.

Quand les populations impactées par la brutalité de la gentrification prennent la rue, il s'agit d'un effort collectif qui peut alléger l'aliénation, l'anxiété et la dépression liées au fait de vivre dans des quartiers pauvres et violents. Lorsque les gens en prennent le contrôle, l'espace prend un sens politique et l'occupation des lieux devient quelque chose de symbolique.

La lutte contre la gentrification n'est pas un jeu à somme nulle et en se mobilisant et en bâtissant une résistance collective contre les forces qui encouragent ce processus, les communautés se resserrent et deviennent plus puissantes, même lorsqu'elles doivent subir la délocalisation. Les individus et collectifs n'habitant pas les territoires en lutte peuvent conjointement créer des liens et des interactions avec les personnes qui vont être déplacées.

Si nous voulons lutter contre l'avenir que nous réservent les capitalistes, dans lequel nos villes sont vouées à devenir des espaces de ségrégation lourdement policés, des enclaves séparant la pauvreté et la richesse, s'adresser aux instances politiques municipales, favorables à la gentrification et œuvrant à une capitalisation de la ville, n'est pas une solution viable, et plusieurs tactiques existent à l'extérieur des canaux administratifs ou politiques qui peuvent être bien plus efficaces pour ralentir la gentrification.

Les politiciens municipaux tentent constamment de pacifier les luttes, tandis que les investisseurs tentent de noyer toute critique en payant les propriétaires d'entreprises, les politiciens et d'autres institutions municipales, tout en menant leur propre campagne de relations publiques. Ils sont intrinsèquement contre la conflictualité, et si nous obéissons à leurs propositions, aucune action autre que le vote ne serait jamais adéquate.

Cette résistance populaire et cette opposition sociale ne doivent pas s'enfermer dans les impasses des systèmes légaux et politiques, et doivent trouver de manière créative leurs propres façons de lutter pour leurs intérêts.

La spéculation et les investissements, financés par les banques, des firmes immobilières privées et divers fonds d'investissements, sont facilités par le gouvernement d'état au niveau national, régional et local. Le processus de capitalisation de la ville et le rythme effréné de la transformation urbaine qui en découle sont étroitement liés à leurs ambitions. Ces instances de pouvoirs soutiennent la gentrification et les politiques sont orientées vers le profit généré par la délocalisation des gens, et favorisent les profits au détriment des besoins de la population. La ville capitalise alors sur la pauvreté et s'arrange pour générer des profits par la délocalisation d'une communauté. Une corrélation forte peut être établie entre la spéculation immobilière, les expulsions et les industries.

La gentrification est un procédé d'urbanisation capitaliste qui se base sur un processus de déplacement de population, une guerre de classes, et la croissance rapide en valeur immobilière, et qui transforme l'essence des quartiers de classe ouvrière. Le renouveau urbain nécessite de déloger d'anciennes communautés pour laisser place à de nouveaux projets immobiliers. C'est un processus par lequel des cités et des quartiers se recomposent en déplaçant des personnes de la classe ouvrière dans des ghettos périphériques dans le but de faire plus de place pour satisfaire les envies des plus riches. Cette stratégie étatique d'intensification urbaine vise à rendre la ville plus attractive pour les investisseurs.

Malgré ces délocalisations massives, la gentrification reste un processus graduel, et met plusieurs années à s'implanter, le temps de déloger progressivement la population pauvre. Ce phénomène structurel amène une augmentation de l'inéquité sociale et spatiale dans la ville et conduit à une politique d'homogénéisation de la population.

Les dynamiques qui découlent de ce système impactent négativement les communautés et les transforment de multiples manières. Dans les quartiers principalement ouvriers, immigrants, pauvres et racisés, les gens n'ont alors plus les moyens de rester chez elleux et les plus vulnérables sont expulsé•es des centres-villes et repoussés aux périphéries des villes.

Quand les populations impactées par la brutalité de la gentrification prennent la rue, il s'agit d'un effort collectif qui peut alléger l'aliénation, l'anxiété et la dépression liées au fait de vivre dans des quartiers pauvres et violents. Lorsque les gens en prennent le contrôle, l'espace prend un sens politique et l'occupation des lieux devient quelque chose de symbolique.

La lutte contre la gentrification n'est pas un jeu à somme nulle et en se mobilisant et en bâtissant une résistance collective contre les forces qui encouragent ce processus, les communautés se resserrent et deviennent plus puissantes, même lorsqu'elles doivent subir la délocalisation. Les individus et collectifs n'habitant pas les territoires en lutte peuvent conjointement créer des liens et des interactions avec les personnes qui vont être déplacées.

Si nous voulons lutter contre l'avenir que nous réservent les capitalistes, dans lequel nos villes sont vouées à devenir des espaces de ségrégation lourdement policés, des enclaves séparant la pauvreté et la richesse, s'adresser aux instances politiques municipales, favorables à la gentrification et œuvrant à une capitalisation de la ville, n'est pas une solution viable, et plusieurs tactiques existent à l'extérieur des canaux administratifs ou politiques qui peuvent être bien plus efficaces pour ralentir la gentrification.

Les politiciens municipaux tentent constamment de pacifier les luttes, tandis que les investisseurs tentent de noyer toute critique en payant les propriétaires d'entreprises, les politiciens et d'autres institutions municipales, tout en menant leur propre campagne de relations publiques. Ils sont intrinsèquement contre la conflictualité, et si nous obéissons à leurs propositions, aucune action autre que le vote ne serait jamais adéquate.

Cette résistance populaire et cette opposition sociale ne doivent pas s'enfermer dans les impasses des systèmes légaux et politiques, et doivent trouver de manière créative leurs propres façons de lutter pour leurs intérêts.

La spéculation et les investissements, financés par les banques, des firmes immobilières privées et divers fonds d'investissements, sont facilités par le gouvernement d'état au niveau national, régional et local. Le processus de capitalisation de la ville et le rythme effréné de la transformation urbaine qui en découle sont étroitement liés à leurs ambitions. Ces instances de pouvoirs soutiennent la gentrification et les politiques sont orientées vers le profit généré par la délocalisation des gens, et favorisent les profits au détriment des besoins de la population. La ville capitalise alors sur la pauvreté et s'arrange pour générer des profits par la délocalisation d'une communauté. Une corrélation forte peut être établie entre la spéculation immobilière, les expulsions et les industries.

La gentrification est un procédé d'urbanisation capitaliste qui se base sur un processus de déplacement de population, une guerre de classes, et la croissance rapide en valeur immobilière, et qui transforme l'essence des quartiers de classe ouvrière. Le renouveau urbain nécessite de déloger d'anciennes communautés pour laisser place à de nouveaux projets immobiliers. C'est un processus par lequel des cités et des quartiers se recomposent en déplaçant des personnes de la classe ouvrière dans des ghettos périphériques dans le but de faire plus de place pour satisfaire les envies des plus riches. Cette stratégie étatique d'intensification urbaine vise à rendre la ville plus attractive pour les investisseurs.

Malgré ces délocalisations massives, la gentrification reste un processus graduel, et met plusieurs années à s'implanter, le temps de déloger progressivement la population pauvre. Ce phénomène structurel amène une augmentation de l'inéquité sociale et spatiale dans la ville et conduit à une politique d'homogénéisation de la population.

Les dynamiques qui découlent de ce système impactent négativement les communautés et les transforment de multiples manières. Dans les quartiers principalement ouvriers, immigrants, pauvres et racisés, les gens n'ont alors plus les moyens de rester chez elleux et les plus vulnérables sont expulsé•es des centres-villes et repoussés aux périphéries des villes.

Les centres-villes et les artères qui les desservent deviennent essentiellement des enclaves pour des personnes blanches et riches tandis que la majorité de la classe ouvrière et des populations racisées se retrouve expulsée vers les banlieues urbaines ou lutte pour demeurer dans les quelques endroits encore accessibles autour du centre-ville.

Pour ceux et celles pris•es dans l'engrenage, ces changements se vivent dans la violence de la délocalisation et le déboîtement général de leurs vies suite à l'éclatement de leurs communautés.

Cette gentrification a tendance à être accompagnée de violence policière et de répression étatique.

La police est complice de la gentrification en fournissant la violence physique nécessaire à sa réalisation. Elle exécute les expulsions, intimide et menace les projets et les espaces de la classe ouvrière, harcèle les sans-abri•es, criminalise les travailleuses du sexe, applique les injonctions contre les gangs, et mène une guerre perpétuelle contre les gens qui habitent vraiment dans les quartiers, pour leur montrer qu'ils ne sont plus les bienvenu•es ici. Les villes se trouvent dirigées par la police au service des classes dominantes, et une violence s'exerce sur une population qui n'est coupable que d'exister dans des lieux sociaux contestés, comme des rues de classe ouvrière ou des parcs ciblés par la gentrification.

La volonté de contrôle sur les territoires est une source puissante et récurrente de conflits où tout type d'opposition est minutieusement géré, et où le médiateur et le gestionnaire principal de ces conflits est l'État. La collaboration entre l'État et les capitalistes est évidente, les lois qu'il crée et applique profitent aux commerçants et aux investisseurs, et la police agit de manière à servir les intérêts financiers de ceux qui visent à envahir nos villes.

Par l'intermédiaire de la police, des tribunaux et du système carcéral, l'État applique des lois qui reproduisent les dynamiques de pouvoir, restreignent nos choix et régulent nos comportements. L'allocation des ressources est dirigée par la logique du soi-disant marché libre, où le fait de posséder du territoire représente le critère officiel de succès au sein de l'illusion étatique qu'est la propriété privée. La clé du contrôle étatique sur nos vies se tient dans la régulation de tout conflit donné dans un espace physique.

Il en découle que les personnes qui tentent de reprendre le pouvoir et de résoudre leurs conflits par elleux-mêmes doivent s'engager à nier l'accès aux appareils sophistiqués de contrôle social étatique. Pour arriver à établir une autonomie collective réelle, nous devons être en mesure de défendre nos territoires.

Alors que nos villes évoluent et se transforment constamment au gré des dictats du capital, déplaçant toujours plus de personnes racisées, immigrantes ou issues des classes ouvrières vers de nouveaux ghettos de banlieue, les luttes contre la gentrification ne deviendront que plus urgentes et désespérées.

Face au rôle majeur joué par les prospecteurs, les capitalistes, la police et les urbanistes dans la coordination du processus, à différents niveaux gouvernementaux, des individus s'organisent en réponse, luttant contre l'état et les entrepreneurs privés. Malgré le discours capitaliste qui prend pour principe que nos habitations et les terrains qui les abritent sont des marchandises comme les autres, nos foyers ne sont pas des produits, des communautés ont toujours lutté contre le vol de leurs terres.

Confronté•es aux processus qui détruisent nos villes, les gens qui y vivent, peuvent et font changer les choses, en construisant un mouvement et en s'organisant pour empêcher les compagnies de les exploiter et de les expulser de leur maison. Ielles luttent contre la restructuration capitaliste de la ville et marquent leur territoire en se battant contre l'empiétement des compagnies. Des réseaux d'opposant•es se forment alors de façon très décentralisée et s'engagent dans une série d'actions directes contre les politiques destructives de l'État, sans aucune direction centrale.

Les centres-villes et les artères qui les desservent deviennent essentiellement des enclaves pour des personnes blanches et riches tandis que la majorité de la classe ouvrière et des populations racisées se retrouve expulsée vers les banlieues urbaines ou lutte pour demeurer dans les quelques endroits encore accessibles autour du centre-ville.

Pour ceux et celles pris•es dans l'engrenage, ces changements se vivent dans la violence de la délocalisation et le déboîtement général de leurs vies suite à l'éclatement de leurs communautés.

Cette gentrification a tendance à être accompagnée de violence policière et de répression étatique.

La police est complice de la gentrification en fournissant la violence physique nécessaire à sa réalisation. Elle exécute les expulsions, intimide et menace les projets et les espaces de la classe ouvrière, harcèle les sans-abri•es, criminalise les travailleuses du sexe, applique les injonctions contre les gangs, et mène une guerre perpétuelle contre les gens qui habitent vraiment dans les quartiers, pour leur montrer qu'ils ne sont plus les bienvenu•es ici. Les villes se trouvent dirigées par la police au service des classes dominantes, et une violence s'exerce sur une population qui n'est coupable que d'exister dans des lieux sociaux contestés, comme des rues de classe ouvrière ou des parcs ciblés par la gentrification.

La volonté de contrôle sur les territoires est une source puissante et récurrente de conflits où tout type d'opposition est minutieusement géré, et où le médiateur et le gestionnaire principal de ces conflits est l'État. La collaboration entre l'État et les capitalistes est évidente, les lois qu'il crée et applique profitent aux commerçants et aux investisseurs, et la police agit de manière à servir les intérêts financiers de ceux qui visent à envahir nos villes.

Par l'intermédiaire de la police, des tribunaux et du système carcéral, l'État applique des lois qui reproduisent les dynamiques de pouvoir, restreignent nos choix et régulent nos comportements. L'allocation des ressources est dirigée par la logique du soi-disant marché libre, où le fait de posséder du territoire représente le critère officiel de succès au sein de l'illusion étatique qu'est la propriété privée. La clé du contrôle étatique sur nos vies se tient dans la régulation de tout conflit donné dans un espace physique.

Il en découle que les personnes qui tentent de reprendre le pouvoir et de résoudre leurs conflits par elleux-mêmes doivent s'engager à nier l'accès aux appareils sophistiqués de contrôle social étatique. Pour arriver à établir une autonomie collective réelle, nous devons être en mesure de défendre nos territoires.

Alors que nos villes évoluent et se transforment constamment au gré des dictats du capital, déplaçant toujours plus de personnes racisées, immigrantes ou issues des classes ouvrières vers de nouveaux ghettos de banlieue, les luttes contre la gentrification ne deviendront que plus urgentes et désespérées.

Face au rôle majeur joué par les prospecteurs, les capitalistes, la police et les urbanistes dans la coordination du processus, à différents niveaux gouvernementaux, des individus s'organisent en réponse, luttant contre l'état et les entrepreneurs privés. Malgré le discours capitaliste qui prend pour principe que nos habitations et les terrains qui les abritent sont des marchandises comme les autres, nos foyers ne sont pas des produits, des communautés ont toujours lutté contre le vol de leurs terres.

Confronté•es aux processus qui détruisent nos villes, les gens qui y vivent, peuvent et font changer les choses, en construisant un mouvement et en s'organisant pour empêcher les compagnies de les exploiter et de les expulser de leur maison. Ielles luttent contre la restructuration capitaliste de la ville et marquent leur territoire en se battant contre l'empiétement des compagnies. Des réseaux d'opposant•es se forment alors de façon très décentralisée et s'engagent dans une série d'actions directes contre les politiques destructives de l'État, sans aucune direction centrale.